

L'hon. M. Pearson: Le ministre est certes optimiste. Le ministre des Finances (M. Fleming), dans le discours qu'il a prononcé à Toronto le 5 janvier 1955, a adopté à peu près la même attitude. Il a mentionné, bien entendu, la crainte de l'inflation, mais il a ajouté, et je le cite textuellement:

On a défini l'inflation comme étant "trop de dollars à la poursuite de trop peu de denrées".

Dans les circonstances, à la lumière de ces dernières années, je me demande combien de ses spécialistes du ministère des Finances accepteraient cette définition de l'inflation?

L'hon. M. Fleming: Poursuivez. En toute justice, donnez lecture de la suite.

L'hon. M. Pearson: Voici. Le ministre a ajouté:

Cependant il n'existe certainement pas de pénurie de denrées au Canada. Le problème, pour ce qui est de la plupart des produits et des denrées, est que nous en avons des excédents.

C'est exact. Il poursuit:

Normalement, l'inflation se refléterait dans l'indice des prix de gros. Pourtant, l'indice général des prix de gros est le même qu'il y a un an.

Telles sont les paroles du ministre. S'il a son discours à la main, qu'il veuille bien y jeter un coup d'œil et il relèvera ces mots: "L'indice général des prix de gros est le même qu'il y a un an." Encore une fois, le ministre se trompe dans ses mathématiques et dans ses calculs économiques.

L'hon. M. Fleming: Je prierais le député de lire la phrase suivante.

L'hon. M. Pearson: Je cite maintenant des chiffres du Bureau de la statistique.

L'hon. M. Fleming: Voulez-vous lire la phrase suivante?

L'hon. M. Pearson: Je me ferai un plaisir de laisser le ministre lire la phrase suivante, s'il a le texte de son discours à la main.

L'hon. M. Fleming: Voici la phrase suivante, qui avait trait à l'indice général des prix de gros:

D'autre part, il est de 16 points, soit 7 p. 100, inférieur au chiffre de 1951.

C'était lorsque l'honorable ami détenait le pouvoir.

L'hon. M. Pearson: Je suis heureux que cette précision ait été ajoutée au compte rendu, mais elle ne change rien à la déclaration du ministre selon laquelle l'indice des prix de gros est le même qu'il y a un an. C'est la déclaration qu'il a faite et elle n'a rien à voir avec 1951. Cette déclaration est contraire à la réalité. En décembre 1957, selon les chiffres publiés par le Bureau de la statistique, l'indice s'établissait à 226.1 et en décembre 1958, il était de 229.1. De plus, d'octobre

à novembre 1958, il a augmenté de 226.9 à 228.5. En annonçant cette hausse, le Bureau de la statistique a déclaré, et je cite son rapport et non pas le discours du ministre, que c'était là "la plus forte augmentation entre ces deux mois depuis 1950". Sûrement, cela suffit à établir que je parle avec justesse quand je dis que la déclaration du ministre était inexacte et trompeuse.

Le ministre des Finances et le ministre du Commerce ne le savent peut-être pas, mais durant cette période de chômage anormal et de récession, on dénote de plus en plus d'inquiétude et de moins en moins de confiance quant à la stabilité de notre dollar. Écoutez ce que disait à ce sujet le président de la Banque royale il y a environ deux semaines. Son opinion, que, selon moi, partageait presque tous les spécialistes de cette question qui ne font pas de politique, n'est certainement pas prévenue contre le gouvernement. Voici ce qu'il a dit:

Cette inflation chronique constitue, à elle seule, la plus grande menace pour l'expansion économique du Canada.

J'entends les honorables vis-à-vis me demander ce que nous aurions fait à ce sujet? Qu'aurions-nous fait si nous avions été au pouvoir? Quelle aurait été notre attitude à l'égard de la récession, du chômage et de la menace d'inflation? En 1945, monsieur l'Orateur, nous avons publié un Livre blanc sur le commerce et le chômage. Ce document exposait les principes de politique économique et fiscale dont nous nous sommes inspirés durant nos années de gouvernement, avec d'ailleurs beaucoup de succès et d'excellents résultats. Le présent gouvernement a-t-il quelque chose de comparable pour le guider?

En suivant les principes énoncés dans le Livre blanc,—ce que nous aurions fait, comme nous l'avons affirmé durant la campagne électorale,—nous aurions présenté un budget spécial en septembre 1957, budget qui aurait comporté un programme coordonné et bien arrêté de réduction d'impôts destiné à combattre la récession à son tout début et qui serait venu à la suite des mesures anti-inflationnistes prises par nous antérieurement et que les honorables vis-à-vis ont condamnées avec tant de véhémence.

M. Arthur Burns est peut-être l'économiste le plus éminent des États-Unis dans ce domaine; je suis sûr que le ministre connaît bien ses écrits. Il a fait remarquer récemment que le gouvernement aux prises avec une situation semblable à celle qui s'offrait à nous à l'automne 1957 devrait agir vite, d'une manière coordonnée, confiante, souple et appropriée. De tels critères ne s'appliquent à rien de ce que le gouvernement a fait à cet égard.